

Regards sur l'Allemagne

Hans-Jürgen Greif

Number 65, Winter 1996–1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/21162ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (print)

1923-3191 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Greif, H.-J. (1996). Regards sur l'Allemagne. *Nuit blanche*, (65), 23–27.

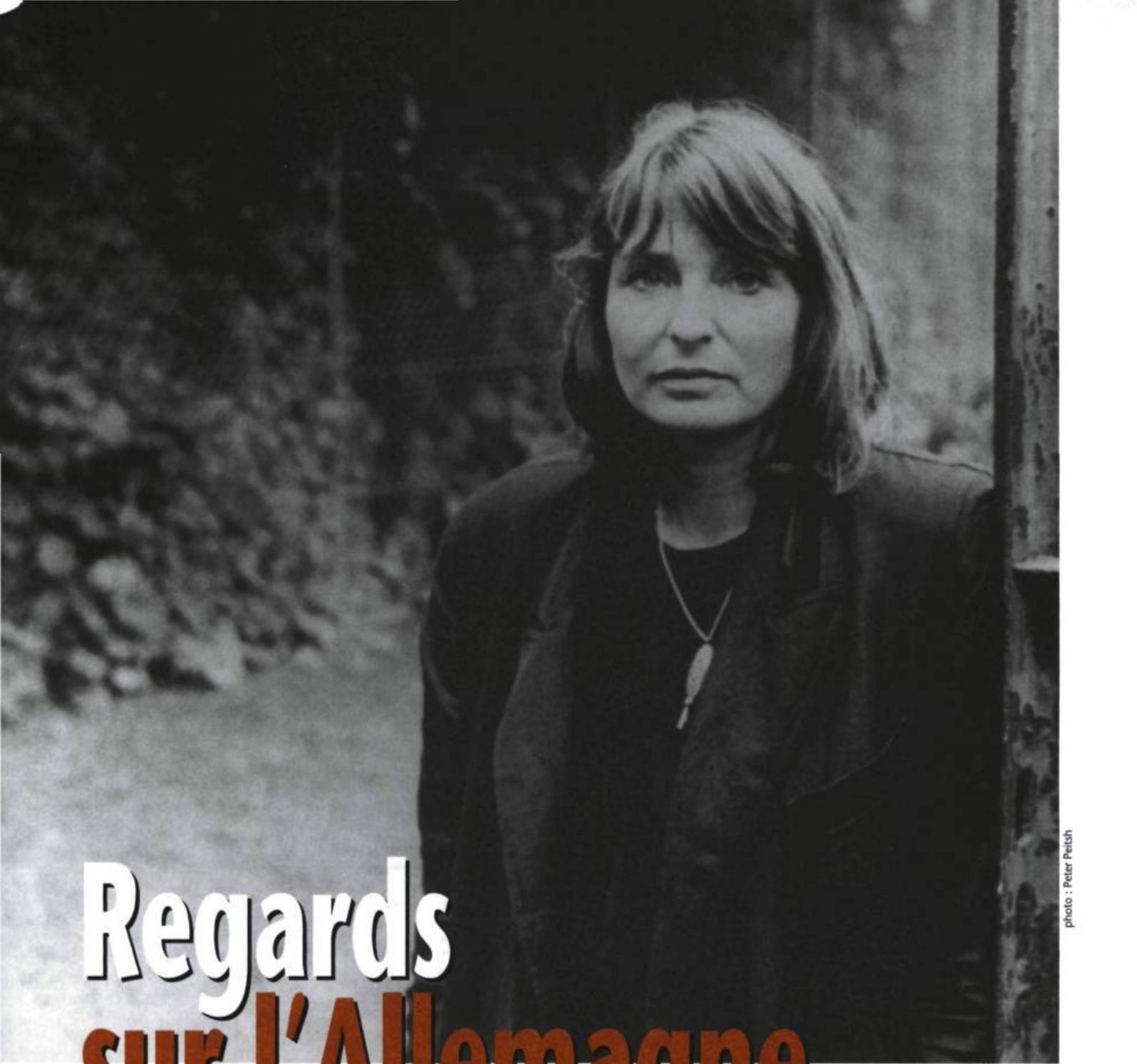


photo : Peter Peitsh

Monika Maron

Regards sur l'Allemagne

Depuis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et la proclamation de l'unification allemande, le 3 octobre 1990, des changements profonds se sont opérés : d'une part, la République démocratique allemande (RDA) a simplement cessé d'exister, d'autre part, la tutelle exercée par les quatre puissances alliées (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS, France) a été suspendue, notamment en ce qui concerne le statut de Berlin, les traités de paix, les questions frontalières.

Par
Hans-Jürgen Greif

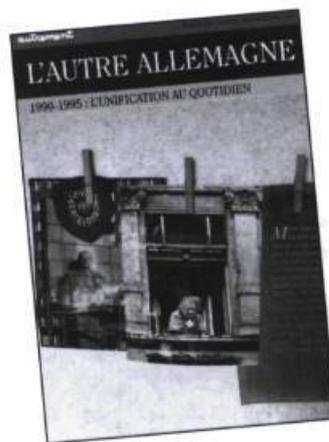
Ces mesures suivaient l'évolution extrêmement rapide de la situation politique au pays, accueillie d'Est en Ouest avec un enthousiasme sans précédent, mais qui fit bientôt place à un sentiment de déceuvrement.

Depuis une génération, le peuple allemand était en opposition avec lui-même, divisé en deux superpuissances qui devenaient des vitrines où s'étaient les bienfaits des systèmes respectifs. Allemands à l'Ouest et à l'Est partageaient toujours la même langue, mais formaient deux nations aux objectifs opposés. Deux partenaires qui s'ignoraient pendant des décennies, se boudaient, se faisant la petite guerre des ambassades et des institutions culturelles (par exemple les Goethe-Institute du côté ouest et les Herder-Institute du côté est). Dans le processus de la reconstruction, après 1945, la République fédérale d'Allemagne (RFA) avait opté carrément pour le modèle américain, tandis que la République démocratique d'Allemagne était devenu un, sinon le modèle du marxisme. Après son effondrement, la RDA est immédiatement prise en charge par la RFA. Du coup, les nouveaux *Länder* (ou provinces ; les systèmes fédéralistes canadien et allemand se recourent, faut-il le rappeler) se transforment rapidement, et apparaissent les différences profondes qui ont transformé les deux pays depuis plus de quarante ans. Par exemple, les Allemands des nouveaux *Länder* ont du mal à se familiariser avec l'économie de marché pour plusieurs raisons : caractère désuet des processus de fabrication, dirigisme de l'État, absence de responsabilité personnelle, carrières tracées (et assurées) des diplômés, situation des femmes (à l'Est, les femmes peuvent se faire avorter sans problème). En quelques mois à peine, plus rien n'est comme avant. Les nouveaux conquérants viennent de l'Ouest ; ils déclarent tout de go qu'il faut fermer les usines vétustes, réorienter des carrières, apprendre une nouvelle façon de vivre, accepter le chômage et un rythme de vie plus rapide. Ils renversent, sans aménité, l'idéologie du passé, en insistant sur les erreurs de l'ère communiste.

Un défi à relever : l'unification au quotidien

Deux livres récents, publiés en France, font état de cette nouvelle Allemagne. *L'autre Allemagne, 1990-1995 : L'unification au quotidien*¹ retrace, dans des essais et des entretiens, le point de vue d'intervenants est-allemands qui œuvrent dans les domaines politique, économique et

social. La ruée vers l'or – l'union monétaire se fit le 1^{er} juillet 1990 – engendre des phénomènes surprenants : par exemple, les rayons des magasins, vidés du jour au lendemain des denrées de l'Est, sont remplis, comme par enchantement, en une seule nuit des mêmes articles que l'on trouve à l'Ouest. En même temps, l'économie de marché s'installe dans un pays qui ne sait rien des modes de gestion modernes, et les habitants des nouveaux *Länder*, pour qui l'argent n'avait qu'une valeur toute relative – puisque les salaires en RDA avaient été soumis à des normes –, subissent l'assaut des banques et des compagnies d'assurances ouest-allemandes et des hausses vertigineuses du prix des loyers. C'est surtout la génération ayant grandi avec la construction de la RDA qui a le plus grand mal à s'adapter ; les *vieux*, ceux d'avant 1945, retrouvent plus facilement des points de repère que leurs enfants. Cette dernière génération se sent comme des « citoyens de seconde classe », selon un sondage effectué en 1994. Elle reste par ailleurs majoritairement persuadée que le socialisme est une bonne chose ; ce sont les dirigeants



qui l'auraient mal appliqué. Voilà qui explique la (re) montée du PDS, parti néo-communiste, et héritier de l'ancien parti communiste, le SED. Le désenchantement des Allemands de l'Est se reflète clairement dans les intentions de vote : en décembre 1990, le PDS ne recueille que 9,9 % des voix lors des élections fédérales, mais il en obtient le double en octobre 1994. Il est tout à fait possible qu'à l'avenir les cartes du jeu politique allemand seront distribuées différemment : à l'heure actuelle, les *Länder* de l'Est recrutent davantage leur propre personnel politique au lieu de s'appuyer sur l'expertise des politiciens venus de l'Ouest. Toutefois, le sentiment d'appartenance aux régions de l'Est semble s'estomper lentement, au profit d'une identité plus spécifiquement allemande. Il est évident que l'unification ne sera gagnée que lorsqu'une vaste majorité

d'Allemands de l'Est ne se définira plus comme « citoyens de seconde classe ». Avec la souplesse du système politique allemand, il est à prévoir que ce sentiment disparaîtra dans quelques années.

Reste que, par leur histoire et leur héritage culturel, les nouveaux *Länder* devront parcourir un long chemin encore avant de surmonter le choc de l'unification. Quatre écrivains est-allemands, Brigitte Burmeister, Monika Maron, Rolf Schneider et Lutz Rathenow, déplorent que la société de l'ancienne RDA, trop vite colonisée par l'Ouest, n'ait pas eu le temps de se réformer plus lentement de l'intérieur (un point de vue partagé par certains écrivains ouest-allemands, comme Günter Grass). Ces changements trop brusques, et les bouleversements sociaux conséquents (chômage, flambée des prix) sont, en partie du moins, responsables de l'explosion xénophobe, d'abord dans l'ancienne RDA, sur le territoire de la RFA ensuite, et de la montée des groupes de l'extrême droite. Pour expliquer ce phénomène dans les nouveaux *Länder*, il faut se rappeler que la population n'avait eu que très peu de contacts avec des étrangers (mis à part quelques Vietnamiens et Africains, cantonnés pour la plupart



dans des ghettos). Mais à l'Ouest, la situation était bien différente, puisque des millions de *Gastarbeiter* (travailleurs immigrés) étaient perçus, depuis belle lurette, comme une menace importante pour la prospérité économique. Aujourd'hui, un droit d'asile jugé trop

libéral (438 000 demandeurs d'asile en 1992) contribue à exacerber le sentiment xénophobe. De plus, le fardeau que représentent presque 380 000 « Allemands ethniques » – des rapatriés de souche allemande, venus de l'Est – est extrêmement lourd pour les structures et le budget d'un pays qui consacre des milliards de deutsche Marks à la reconstruction de l'ancienne RDA. Face à l'immobilisme des politiciens, qui soutiennent encore que les auteurs des actes xénophobes ne sont que des marginaux, la société civile s'est engagée autrement : aujourd'hui, une vaste majorité d'Allemands n'accepte plus qu'un Turc, né en Allemagne, n'ait pas

la nationalité allemande, alors qu'un descendant d'Allemands installés depuis trois siècles en Russie ou en Roumanie est considéré comme allemand, même s'il ne parle pas un mot d'allemand.

Comme on le voit, l'unification est ressentie souvent de façon douloureuse ; elle est intimement liée à la recherche d'une identité nationale qui ne va pas sans heurts. Les bouleversements s'opèrent à tous les niveaux, et tout le monde en est touché, d'une façon ou d'une autre. Par exemple, il importe d'observer les changements dans les universités de l'Est, du temps de la RDA un instrument idéologique fondamental pour structurer la société socialiste. Avant l'unification, les écoles et les universités devaient d'abord répondre aux besoins économiques du pays ; ensuite, elles limitaient l'accès au pouvoir des classes possédantes ou des intellectuels. Les futurs dirigeants de l'État choisissaient leurs études en fonction des orientations fixées par le régime, et 80 % des enseignants appartenaient au SED. Après l'unification, la répartition des universités en territoire ex-RDA s'est sensiblement rééquilibrée ; d'autre part, la mise à l'écart quasi systématique des anciens enseignants et leur remplacement par des professeurs venus de l'Ouest augmente le sentiment de colonisation.

L'autre Allemagne trace ainsi le profil d'un pays en pleine reconstruction politique, d'une unification souvent difficile à réaliser à la fois économiquement et émotionnellement. Il se dégage de cette lecture, cependant, que le système politique allemand semble apte à poursuivre une politique cohérente face au défi que pose l'homogénéisation de deux peuples, pour arriver, qui sait, à la formation d'une nation allemande. La lecture de ce livre est d'autant plus passionnante que les articles de fond sont étayés par des témoignages, pris sur le vif, et qui donnent un effet de vécu, d'actualité.

Ces questions de la nation, de la politique allemande, de la montée de l'extrême droite, du double passé des intellectuels en ex-RDA, avaient déjà fait l'objet de brillantes études dans l'incontournable dossier « Allemagne, an IV », sous la direction d'Albrecht Betz, de la *Revue des deux mondes* *, où quelques-uns des meilleurs spécialistes allemands avaient pris position face aux problèmes posés par l'unification. Les points de vue variaient, mais le message restait essentiellement le même. De la critique (plus axée sur la réflexion, et plus virulente du côté allemand que celle des auteurs français dont il est question ici) face aux dérapages se dégage un large consensus quant à la construction d'une nouvelle RFA.



photo : Brigitte Friedrich

Rolf Schneider

Du Saint Empire romain germanique...

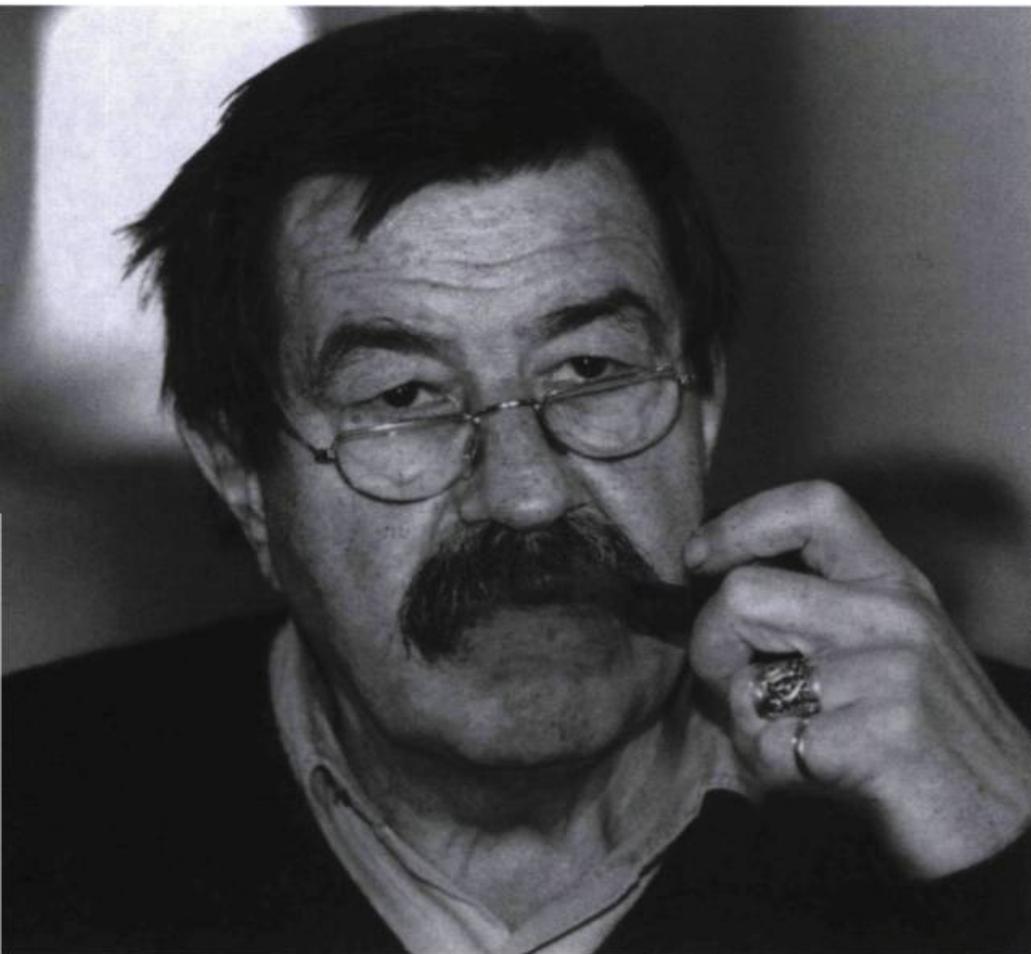
S'ajoute à ces deux ouvrages sur l'état actuel de l'Allemagne un troisième, d'une portée bien différente. *L'état de l'Allemagne*², un ouvrage collectif sous la direction d'Anne-Marie Le Gloannec, dont *La République fédérale d'Allemagne* avait été publié en Livre de poche (1994), réunit une foule d'articles – très brefs, pour la plupart – sur l'Allemagne d'aujourd'hui. Ces articles, à la fine pointe de l'évolution politique, culturelle, sociale en Allemagne, sont le fruit d'un travail de coordination digne de la meilleure tradition française dans le domaine des ouvrages de référence.

Dans son avant-propos, Anne-Marie Le Gloannec souligne l'objectif du livre : prendre connaissance de l'Allemagne unie, tout en tenant compte du passé des deux Allemagne. L'ouvrage présente une vision plurielle de l'histoire allemande, qui intègre à l'occasion des points de vue divergents, et débouche sur le rôle international assumé de plus en plus par la RFA. D'abord, ce qui frappe c'est la diversité des sujets abordés et la clarté séduisante de leur présentation. Par exemple (il est regrettable de devoir choisir, il faudrait pouvoir commenter chaque partie du livre), le chapitre sur

l'évolution du territoire allemand de 1871 à 1990, qui fait à peine six pages, donne des informations générales sur la superficie et les frontières du pays, expose la problématique de la constitution de l'État allemand, traite des questions concernant les populations allemandes dans les États de l'Est.

Par ailleurs, l'ouvrage est remarquable en ceci qu'il est le fruit d'une cohabitation exemplaire d'auteurs français et allemands qui se complètent. Beaucoup d'articles sont accompagnés de cartes et de tableaux, souvent comparatifs.

Il faut souligner encore que les chapitres renvoient le lecteur à d'autres contributions, et qu'un index, qui reprend les termes allemands les plus courants, facilite les recherches d'un sujet donné. Par exemple, la question des minorités allemandes dans les pays de l'Est est traitée à nouveau dans le chapitre « L'Allemagne dans le monde » et dans l'article « Les minorités allemandes d'Europe centrale et orientale ». Le terme *ius sanguinis*, étroitement lié à la question du rapatriement des minorités allemandes hors-frontières, est repris dans l'article sur la langue et l'expression culturelle allemandes comme dans celui sur les migrations et les questions d'immigration. Chaque article est accompagné d'une bibliographie de base, donnant ainsi le coup d'envoi à des recherches ultérieures.



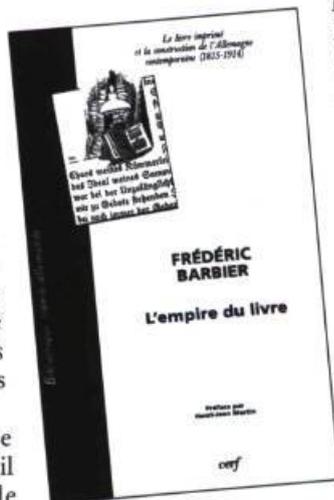
Günter Grass

photo : INTER NATIONALES/dpa Abdruck honorarfrei

profonde à la suite de l'urbanisation accélérée, de l'alphabétisation croissante, de la hausse constante des revenus, des choix des lecteurs. La réussite économique particulièrement spectaculaire des États allemands – plus tardive pourtant que celle de la Grande-Bretagne et de la France – s'affirme par la victoire allemande dans la guerre de 1870-1871. L'Allemagne, qui se définit d'abord comme une nation fondée sur sa culture (la *Kulturnation* par excellence, pourrait-on dire) et sur sa langue (ici, la référence à Luther est indispensable, par la fixation de la langue littéraire), est soudée par le livre, qui réunit le monde intellectuel des multiples États allemands, des villes de cours, de résidence ou d'Université. La chose imprimée devient une affaire nationale. La tradition livresque est la matérialisation des liens avec le passé ; c'est elle qui fonde l'identité nationale. Frédéric Barbier relève, à juste titre, l'opposition fondamentale du modèle culturel allemand et de la tradition de l'universalité des Lumières en France (l'antithèse classique entre la culture « nationale » et la civilisation « universelle »).

La construction d'une nation

L'essor de la librairie allemande se comprend plus aisément quand on considère la carte politique, extrêmement fragmentée : impossible de passer sous silence l'existence de plusieurs royaumes (Bavière, Saxe, Wurtemberg, Prusse), de grand-duchés (Bade, Hesse-Darmstadt, Mecklembourg, Oldenbourg, Brunswick), de principautés (Lippe, Anhalt, Waldeck), ou encore de villes hanséatiques (Hambourg, Brême, Lubeck), qui souvent préservent jalousement leur identité nationale. C'est avec l'invasion française que, ironiquement, l'identité culturelle va s'affir-



mer dans les territoires conquis par Napoléon I^{er}. Mais il y a plus encore : cette fragmentation sur le plan politique avait déjà favorisé, au XVIII^e siècle, la création de pôles d'attraction culturels supranationaux, comme les foires de Francfort et de Leipzig. Ainsi sont nées les grandes entreprises de commissionnaires qui vont

Autre fait à noter : toutes les contributions ont été *normalisées* par le comité de rédaction, ce qui revient à dire que le travail d'édition, *importantissime* pour ce genre d'entreprise, a été admirablement bien mené à terme. Car chaque texte, impeccable quant au style et, en ce qui a trait au contenu, exécuté selon les règles de chaque discipline concernée, se lit comme s'il émanait d'une même source.

Pour les chercheurs comme pour tout étudiant désireux de s'informer sur l'état actuel de l'Allemagne, *L'état de l'Allemagne*, qui devrait se trouver sur les rayons de toutes les bibliothèques, est et restera pendant les années à venir un outil extrêmement précieux.

... à l'empire du livre

Il est heureux qu'un autre ouvrage important vienne s'ajouter à ceux traitant de l'évolution politique, sociale et économique d'une nouvelle Allemagne. L'étude *L'empire du livre, Le livre imprimé et la construction de l'Allemagne contemporaine (1815-1914)*³ de Frédéric Barbier à la fois nous fait voir la dynamique du marché du livre allemand, et, par le biais de la représentation de la médiatisation

d'une société qui se comprend et se construit elle-même à travers sa propre représentation, nous introduit au savoir-faire politique et économique de l'Allemagne contemporaine. Après la lecture de *L'empire du livre*, le lecteur comprendra sans doute mieux l'histoire actuelle et, surtout, l'efficacité des structures allemandes qui sous-tendent le processus de l'unification. Cette efficacité ne date pas d'hier. Elle fait partie de la façon de faire allemande et, du moins en ce qui concerne encore l'actuelle organisation du marché livresque, elle fait l'envie des libraires œuvrant dans les pays avoisinants.

L'industrie du livre moderne repose essentiellement sur ce qu'il convient d'appeler « la seconde révolution du livre », après celle de Gutenberg : il s'agit de la mise en service de la première presse mécanique à vapeur dans l'atelier du *Times* à Londres, en 1811, par les Bavares König et Bauer. Dès lors, la capacité de production est décuplée et il s'agira de rentabiliser cet investissement. Parallèlement, le marché même du livre subit une transformation

stocker dans leurs magasins des quantités énormes de livres venus de toutes les régions de langue allemande. Ils sont en mesure, par une organisation extrêmement poussée, de livrer n'importe quel texte en un temps record. La venue de Napoléon entraîne une autre conséquence : les Allemands (il faudrait dire : les sujets des territoires de langue allemande) se détournent de la francomanie intellectuelle qui avait dominé l'Europe continentale pendant un siècle et demi, tout en profitant de la carte politique simplifiée par l'envahisseur. En 1824, les libraires saisissent l'occasion de fonder une association pangermanique, la *Börsenverein des deutschen Buchhandels* (association puissante qui existe toujours et qui a présenté, avec éclat, une magnifique exposition de livres allemands lors du salon du livre de Montréal en novembre 1995). Il est donc tout à fait logique que Frédéric Barbier commence son étude en 1815, avec la chute de Napoléon et la fin de la domination française.

Tandis que la librairie française tardera longtemps avant de retrouver son équilibre, sa contrepartie germanique débute avec un coup d'éclat par la publication du *Conversationslexicon* de Brockhaus, qui profite justement de la machine à vapeur de König et de Bauer. Les fondeuses mécaniques, l'utilisation massive de la lithographie (invention allemande de la fin du XVIII^e siècle) et les presses mécaniques permettent de gros tirages. L'éditeur Cotta, par exemple, imprime dès le milieu du siècle Goethe et Schiller à des tirages jamais vus encore (plus de 100 000 exemplaires), et la production livresque grimpe de plus en plus rapidement : de 6 200 titres en 1840, elle passe à plus de 10 000 en 1870, pour dépasser les 35 000 en 1913 (à titre de comparaison, la France franchit, en 1894, le seuil des 14 000 titres. Mais la France est moins peuplée que l'Allemagne, et le pouvoir économique de la dernière écrase ses voisins. En 1895, 9 902 librairies desservent une population de 52,3 millions habitants de langue allemande). Le dynamisme de certains libraires-éditeurs allemands resterait incompréhensible si nous ne prenions connaissance de ce qui rend possible les scores atteints. L'*Universal Bibliothek* de Reclam, à Leipzig, atteint, en 1896, 3 470 numéros, avec des ventes astronomiques. Dès 1914, plus de mille distributeurs automatiques sont répartis sur le territoire allemand. Les libraires écoulent ainsi quelque 1,5 million de volumes bon marché, marquant ainsi le passage du livre rare – et cher – au produit destiné à la masse. Ainsi, les acheteurs-lecteurs trouvent le livre partout dans la vie quotidienne : les gares, les hôpitaux, les paquebots



photo : Isolde Ohlbaum

Lutz Rathenow

transatlantiques, etc. Le livre sera perçu comme étant au service de la construction de la nation.

Dans son ensemble, *L'empire du livre* est d'une lecture non seulement éclairante pour les spécialistes du monde de l'édition, mais aussi en ce qui a trait à un phénomène socio-culturel, mis en relief par les comparaisons constantes entre l'Allemagne et la France.

Qu'il soit permis de mentionner une ombre au tableau : il aurait été préférable de procéder, avant l'impression du livre, à une relecture : les coquilles sont (trop) nombreuses. Ce qui n'enlève, bien sûr, rien à la solidité du texte. La documentation, énorme, les analyses, d'une finesse rare, et l'intelligence avec laquelle l'auteur a colligé les données, font de cette étude un ouvrage de référence exceptionnel, alliant l'information, les repères, les tableaux comparatifs, à un regard critique qui laisse entrevoir, par endroit, l'admiration de l'auteur pour une industrie dont la portée et le rôle sont essentiels pour mieux comprendre les façons de faire allemandes. L'ouvrage complète, de manière heureuse, d'autres lectures sur une Allemagne contemporaine qui, bien que les données sociales ou historiques aient changé, a su garder l'approche

pragmatique et souple du XIX^e siècle devant le défi que constitue son unification. **NB**

* Dossier : « Allemagne, an IV », sous la dir. de Albrecht Betz, *Revue des deux mondes*, octobre 1994, p. 11-88.

1. *L'autre Allemagne, 1990-1995 : L'unification au quotidien*, sous la dir. de Gilbert Casaus, Sylvie Lemasson et Sophie Lorrain, Autrement, « Série Monde », n° 89, Paris, 1995, 240 p. ; 37,95 \$.

2. *L'état de l'Allemagne*, sous la dir. de Annet-Marie Le Gloannec, « L'état du monde », La Découverte, Paris 1995, 439 p. ; 49,95 \$.

3. *L'empire du livre, Le livre imprimé et la construction de l'Allemagne contemporaine (1815-1914)*, par Frédéric Barbier, du Cerf, Paris, 1995, 612 p. ; 74,95 \$.

Nous remercions Madame Hella Roth de l'Inter Nationes pour son aimable collaboration, qui s'était déjà manifestée à l'occasion de la publication des articles sur la littérature allemande dans le numéro 64.